TITRE III. - Des crimes et des délits contre la foi publique.

Chapitre Ier. - De la fausse monnaie.

Art. 160 et 161. Abrogés (L. 13 janvier 2002)

Art. 162. (L. 13 janvier 2002) Seront punis de la réclusion de cinq à dix ans, ceux qui auront contrefait ou altéré des pièces de monnaie ayant cours légal dans le Grand-Duché.

Seront punis des mêmes peines ceux qui auront contrefait ou altéré des pièces de monnaie ayant cours légal à l'étranger ou dont l'émission est autorisée par une loi d'un Etat étranger ou en vertu d'une disposition y ayant force de loi.

Art. 163. (L. 13 janvier 2002) Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 75.000 euros, ceux qui auront contrefait ou altéré des pièces de monnaie n'ayant plus cours légal dans le Grand-Duché, mais qui peuvent encore être échangées contre une monnaie ayant cours légal dans le Grand-Duché.

Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 75.000 euros, ceux qui auront contrefait ou altéré des pièces de monnaie n'ayant plus cours légal à l'étranger ou dont l'émission n'est plus autorisée par une loi d'un Etat étranger ou en vertu d'une disposition y ayant force de loi, mais qui peuvent encore y faire l'objet d'un échange en une monnaie ayant cours légal.

La tentative des délits prévus aux alinéas précédents sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros.

Seront en outre confisquées les pièces de monnaie contrefaites ou altérées.

Art. 164 à 167. Abrogés (L. 13 janvier 2002)

Art. 168. (L. 13 janvier 2002) Seront punis de la réclusion de cinq à dix ans, ceux qui, de concert avec les auteurs des infractions prévues à l'article 162, auront participé soit à l'émission desdites pièces de monnaie contrefaites ou altérées, soit à leur introduction sur le territoire luxembourgeois.

Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 75.000 euros, ceux qui, de concert avec les auteurs des infractions prévues à l'article 163, auront participé soit à l'émission desdites pièces de monnaie contrefaites ou altérées, soit à leur introduction sur le territoire luxembourgeois.

La tentative du délit visé à l'alinéa précédent sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros.

Art. 169. (L. 13 janvier 2002) Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à trois ans, ceux qui, sans s'être rendu coupables de la participation énoncée au précédent article, auront reçu, détenu, transporté, importé, exporté ou se seront procuré, avec connaissance, des pièces de monnaie contrefaites ou altérées et les auront mises en circulation.

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à deux ans, ceux qui auront reçu, détenu, transporté, importé, exporté ou se seront procuré des pièces de monnaie qu'ils savaient contrefaites ou altérées, dans le but de les mettre en circulation.

La tentative des délits prévus aux alinéas précédents sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an.

Seront en outre confisquées les pièces de monnaie contrefaites ou altérées.

Art. 170. (L. 13 janvier 2002) Seront punis d'une amende de 251 euros à 10.000 euros, ceux qui, ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaie contrefaites ou altérées, les auront remises en circulation, ou tenté de les remettre en circulation, après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices.

Seront en outre confisquées les pièces de monnaie contrefaites ou altérées.

Art. 171. Abrogé (L. 20 mai 1983).

Art. 172.

Chapitre II. - De la contrefaçon ou falsification des signes monétaires sous forme de billets, des titres luxembourgeois ou étrangers, représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, et des instruments de paiement corporels protégés contre les imitations ou les utilisations frauduleuses, autres que des signes monétaires sous forme de billets.

(L. 13 janvier 2002)

Art. 173. (L. 13 janvier 2002) Seront punis de la réclusion de dix à quinze ans, ceux qui auront contrefait ou falsifié des signes monétaires sous forme de billets ayant cours légal dans le Grand-Duché.

Seront punis des mêmes peines ceux qui auront contrefait ou falsifié des signes monétaires sous forme de billets ayant cours légal à l'étranger ou dont l'émission est autorisée par une loi d'un Etat étranger ou en vertu d'une disposition y ayant force de loi.

Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 75.000 euros, ceux qui auront contrefait ou falsifié des signes monétaires sous forme de billets n'ayant plus cours légal dans le Grand-Duché, mais qui peuvent encore être échangés contre une monnaie ayant cours légal dans le Grand-Duché.

Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 75.000 euros, ceux qui auront contrefait ou falsifié des signes monétaires sous forme de billets n'ayant plus cours légal à l'étranger ou dont l'émission n'est plus autorisée par une loi d'un Etat étranger ou en vertu d'une disposition y ayant force de loi, mais qui peuvent encore y faire l'objet d'un échange en une monnaie ayant cours légal.

La tentative des délits prévus aux deux alinéas précédents sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros.

Seront en outre confisqués les signes monétaires sous forme de billets contrefaits ou falsifiés mentionnés aux alinéas 3 et 4 du présent article.

Art. 174. (L. 13 janvier 2002) Seront punis de la réclusion de dix à quinze ans ceux qui auront contrefait ou falsifié des titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, autres que des signes monétaires sous forme de billets, légalement émis par une personne morale de droit public luxembourgeois, sous quelque dénomination que ce soit.

Seront punis des mêmes peines, ceux qui auront contrefait ou falsifié des titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, autres que des signes monétaires sous forme de billets, légalement émis par une personne morale de droit public d'un Etat étranger, sous quelque dénomination que ce soit, ou par une institution financière internationale.

Art. 175. (L. 13 janvier 2002) Seront punis de la réclusion de cinq à dix ans ceux qui auront contrefait ou falsifié des titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, autres que des signes monétaires sous forme de billets, légalement émis par une personne morale de droit privé luxembourgeois, sous quelque dénomination que ce soit, ou par une personne physique.

Seront punis des mêmes peines, ceux qui auront contrefait ou falsifié des titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, autres que des signes monétaires sous forme de billets, légalement émis par une personne morale de droit privé d'un Etat étranger, sous quelque dénomination que ce soit, ou par une personne physique.

(L. 10 novembre 2006) Seront encore punis des mêmes peines ceux qui auront contrefait ou falsifié des instruments de paiement corporels protégés contre les imitations ou les utilisations frauduleuses, autres que des signes monétaires sous forme de billets, permettant, en association, le cas échéant, avec un autre instrument, d'effectuer des transferts d'argent ou de valeur monétaire, telles, notamment, les cartes de crédit, cartes eurochèques ou autres cartes émises par les établissements financiers.

Art. 176. (L. 13 janvier 2002) Seront punis des peines prévues respectivement aux articles 173, 174 ou 175, ceux qui, de concert avec les auteurs des infractions prévues à ces mêmes articles, auront participé soit à l'émission de ces signes monétaires sous forme de billets, ou titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières ou instruments de paiement corporels protégés contre les imitations ou les utilisations frauduleuses, autres que des signes monétaires sous forme de billets, contrefaits ou falsifiés, soit à leur introduction dans le Grand-Duché. (L. 10 novembre 2006)

La tentative d'émission ou d'introduction de signes monétaires visés aux alinéas 3 et 4 de l'article 173 sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros.

Art. 177. (L. 13 janvier 2002) Seront punis d'un emprisonnement d'un à cinq ans, ceux qui, sans s'être rendu coupables de la participation énoncée au précédent article, auront reçu, détenu, transporté, importé, exporté ou se seront procuré, avec connaissance, ces signes monétaires sous forme de billets ou titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, autres que des signes monétaires sous forme de billets, contrefaits ou falsifiés, et les auront mis en circulation.

Seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans, ceux qui auront reçu, détenu, transporté, importé, exporté ou se seront procuré des signes monétaires sous forme de billets qu'ils savaient contrefaits ou falsifiés, dans le but de les mettre en circulation.

La tentative des délits prévus aux alinéas précédents sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an.

Seront en outre confisqués les objets mentionnés aux alinéas 1 et 2 du présent article.

Art. 178. (L. 13 janvier 2002) Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 euros à 10.000 euros ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, ayant reçu pour bons des signes monétaires sous forme de billets ou des titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, autres que des signes monétaires sous forme de billets, légalement émis par une personne morale de droit public ou de droit privé luxembourgeois ou d'un Etat étranger, sous quelque dénomination que ce soit, par une institution financière internationale ou par une personne physique, contrefaits ou falsifiés, les auront remis en circulation, ou tenté de les remettre en circulation, après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices.

Seront en outre confisqués les objets mentionnés à l'alinéa précédent.

Chapitre III. - De la contrefaçon ou falsification des sceaux, timbres, poinçons, marques, etc.

Art. 179. Seront punis de la réclusion de dix à quinze ans, ceux qui auront contrefait le sceau de l'Etat, ou fait usage du sceau contrefait.

Art. 180. (L. 13 janvier 2002) Seront punis de la réclusion de cinq à dix ans

- Ceux qui auront contrefait ou falsifié soit des timbres nationaux, soit les poinçons nationaux servant à marquer les matières d'or ou d'argent;

- Ceux qui auront fait usage de ces timbres ou poinçons contrefaits ou falsifiés;

- Ceux qui auront contrefait ou falsifié les poinçons, coins ou carrés destinés à la fabrication de pièces de monnaie ayant cours légal dans le Grand-Duché;

- Ceux qui, dans le but de contrefaire ou d'altérer des pièces de monnaie ayant cours légal dans le Grand-Duché, auront fabriqué des objets, instruments, programmes d'ordinateur ou procédés destinés à la fabrication, à la contrefaçon ou à l'altération de ces pièces de monnaie;

- Ceux qui auront contrefait ou falsifié les poinçons, matrices, clichés, planches, tous autres objets servant à la fabrication soit de signes monétaires sous forme de billets ayant cours légal dans le Grand-Duché, soit des composantes individuelles de ces signes monétaires sous forme de billets, soit de timbres, soit de titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, autres que des signes monétaires sous forme de billets, légalement émis par une personne morale de droit public ou de droit privé luxembourgeois, sous quelque dénomination que ce soit, ou par une personne physique;

- Ceux qui, dans le but de contrefaire ou de falsifier les signes monétaires sous forme de billets visés au tiret précédent, auront fabriqué des objets, instruments, programmes d'ordinateur ou procédés destinés à la fabrication, à la contrefaçon ou à la falsification soit de ces signes monétaires sous forme de billets, soit des composantes individuelles de ces signes monétaires sous forme de billets.

- (L. 10 novembre 2006) Ceux qui, dans le but de contrefaire ou de falsifier les instruments de paiement visés à l'alinéa 3 de l'article 175 du présent Code, auront fabriqué, reçu, obtenu, détenu, vendu ou cédé à un tiers des instruments, articles, logiciels ou tous autres moyens spécialement adaptés pour contrefaire ou falsifier ces instruments de paiement.

Art. 181. Seront punis de la même peine ceux qui auront sciemment exposé en vente des papiers ou des matières d'or ou d'argent marqués d'un timbre ou d'un poinçon contrefait ou falsifié.

- Voir *C. pén.*, art. 213; 214.

Art. 182. Si les marques apposées par le bureau de garantie ont été frauduleusement appliquées sur d'autres objets, ou si ces marques ou l'empreinte d'un timbre ont été contrefaites sans emploi d'un poinçon ou d'un timbre contrefait, les coupables seront punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans.

- Voir *C. pén.*, art. 214.

Art. 183. Celui qui, s'étant procuré avec connaissance du papier marqué d'un timbre contrefait ou falsifié, en aura fait usage, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois.

- Voir *C. pén.*, art. 213; 214.

Art. 184. (L. 13 janvier 2002) Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et pourront être condamnés à l'interdiction conformément à l'article 24

- Ceux qui auront contrefait ou falsifiés les sceaux, timbres, poinçons ou marques soit d'une autorité quelconque luxembourgeoise, soit d'une personne morale de droit public ou de droit privé

luxembourgeois, sous quelque dénomination que ce soit, soit d'une personne physique, ou qui auront fait usage de ces sceaux, timbres, poinçons ou marques contrefaits ou falsifiés;

- Ceux qui, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres, poinçons ou marques ayant l'une des destinations visées aux articles 179 et 180, en auront fait une application ou un usage préjudiciable aux droits et aux intérêts de l'Etat, d'une autorité quelconque luxembourgeoise, d'une personne morale de droit public ou de droit privé luxembourgeois, sous quelque dénomination que ce soit, ou même d'une personne physique.

La tentative de ces délits sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an.

La plaque d'immatriculation et les plaques portant le numéro de fabrication du moteur et du châssis apposées sur un véhicule automoteur, sont destinées à permettre l'identification de ce véhicule et, par là, l'identification de la personne titulaire de la carte d'immatriculation.

Il s'en déduit que la plaque d'immatriculation et la plaque portant le numéro de fabrication du moteur et du châssis ne sont pas des écritures au sens de l'article 196 du Code pénal, mais qu'elles sont des marques au sens de l'article 184 du même code.

La personne qui, sans contrefaire la marque d'immatriculation ou la plaquette portant le numéro de fabrication du moteur ou du châssis d'un véhicule automoteur, se borne à apposer sur son véhicule une plaque d'immatriculation ou un numéro de fabrication qui ne lui appartient pas et qui correspondent à l'identité d'un autre véhicule ne commet pas une contrefaçon au sens de l'article 184 du Code pénal. Cour 22 janvier 1973, P. 22, 282.

Art. 185. (L. 13 janvier 2002) Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans

- Ceux qui, dans une intention frauduleuse, auront reçu, détenu ou se seront procuré soit les poinçons, coins, carrés ou tous autres objets, instruments, programmes d'ordinateur ou procédés contrefaits, falsifiés ou fabriqués, destinés à la fabrication, à la contrefaçon ou à l'altération des pièces de monnaie ayant cours légal dans le Grand-Duché, soit les vrais poinçons, coins, carrés ou tous autres objets, instruments, programmes d'ordinateur ou procédés destinés à la fabrication de ces pièces de monnaie;

- Ceux qui dans une intention frauduleuse, auront reçu, détenu ou se seront procuré soit les poinçons, matrices, clichés, planches ou tous autres objets, instruments, programmes d'ordinateur ou procédés contrefaits, falsifiés ou fabriqués, destinés à la fabrication, à la contrefaçon ou à la falsification de signes monétaires sous forme de billets ayant cours légal dans le Grand-Duché ou des composantes individuelles de ces signes monétaires sous forme de billets, soit les vrais poinçons, matrices, clichés, planches ou tous autres objets, instruments, programmes d'ordinateur ou procédés destinés à la fabrication de ces signes monétaires sous forme de billets ou des composantes individuelles de ces signes monétaires sous forme de billets.

La tentative de ces délits sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Les objets mentionnés ci-dessus seront confisqués, alors même que la propriété n'en appartient pas au condamné.

Art. 186. (L. 13 janvier 2002) Seront punis de la réclusion de cinq à dix ans

- Ceux qui auront contrefait ou falsifié les sceaux, timbres, poinçons ou marques ayant l'une des destinations indiquées aux articles 179 et 180 et appartenant à un Etat étranger ou à une organisation internationale;

- Ceux qui auront fait usage de ces sceaux, timbres, poinçons ou marques contrefaits ou falsifiés;

- Ceux qui auront contrefait ou falsifié les poinçons, coins ou carrés destinés à la fabrication de pièces de monnaie ayant cours légal à l'étranger ou dont l'émission est autorisée par une loi d'un Etat étranger ou en vertu d'une disposition y ayant force de loi;

- Ceux qui, dans le but de contrefaire ou d'altérer des pièces de monnaie ayant cours légal à l'étranger ou dont l'émission est autorisée par une loi d'un Etat étranger ou en vertu d'une disposition y ayant force de loi, auront fabriqué des objets, instruments, programmes d'ordinateur ou procédés destinés à la fabrication, à la contrefaçon ou à l'altération de ces pièces de monnaie;

- Ceux qui auront contrefait ou falsifié les poinçons, matrices, clichés, planches, tous autres objets servant à la fabrication soit de signes monétaires sous forme de billets ayant cours légal à l'étranger, ou dont l'émission est autorisée par une loi d'un Etat étranger ou en vertu d'une disposition y ayant force de loi, soit des composantes individuelles de ces signes monétaires sous forme de billets, soit de timbres, soit de titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, autres que des signes monétaires sous forme de billets, légalement émis par une personne morale de droit

public ou de droit privé d'un Etat étranger, sous quelque dénomination que ce soit, par une personne physique ou par une organisation internationale;

- Ceux qui, dans le but de contrefaire ou de falsifier des signes monétaires sous forme de billets ayant cours légal à l'étranger, ou dont l'émission est autorisée par une loi d'un Etat étranger ou en vertu d'une disposition y ayant force de loi, auront fabriqué des objets, instruments, programmes d'ordinateur ou procédés destinés à la fabrication, à la contrefaçon ou à la falsification soit de ces signes monétaires sous forme de billets, soit des composantes individuelles de ces signes monétaires sous forme de billets.

Art. 187. (L. 13 janvier 2002) Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et pourront être condamnés à l'interdiction conformément à l'article 24:

- Ceux qui auront contrefait ou falsifié les sceaux, timbres., poinçons ou marques soit d'une autorité quelconque d'un Etat étranger ou d'une organisation internationale, soit d'une personne morale de droit public ou de droit privé d'un Etat étranger, sous quelque dénomination que ce soit, soit d'une personne physique, ou qui auront fait usage de ces sceaux, timbres, poinçons ou marques contrefaits ou falsifiés;-

- Ceux qui, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres, poinçons ou marques ayant l'une des destinations visées à l'article 186, en auront fait une application ou un usage préjudiciable aux droits et aux intérêts d'un Etat étranger ou d'une organisation internationale, d'une autorité quelconque d'un Etat étranger ou d'une organisation internationale, d'une personne morale de droit public ou de droit privé d'un Etat étranger, sous quelque dénomination que ce soit, ou même d'une personne physique.

La tentative de ces délits sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Art. 187-1 (L. 13 janvier 2002) Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans

- Ceux qui, dans une intention frauduleuse, auront reçu, détenu ou se seront procuré soit les poinçons, coins, carrés, ou tous autres objets, instruments, programmes d'ordinateur ou procédés contrefaits, falsifiés ou fabriqués, destinés à la fabrication, à la contrefaçon ou à l'altération des pièces de monnaie ayant cours légal à l'étranger ou dont l'émission est autorisée par une loi d'un Etat étranger ou en vertu d'une disposition y ayant force de loi, soit les vrais poinçons, coins, carrés ou tous autres objets, instruments, programmes d'ordinateur ou procédés destinés à la fabrication de ces pièces de monnaie;

- Ceux qui, dans une intention frauduleuse, auront reçu, détenu ou se seront procuré, soit les poinçons, matrices, clichés, planches ou tous autres objets, instruments, programmes d'ordinateur ou procédés contrefaits, falsifiés ou fabriqués, destinés à la fabrication, à la contrefaçon ou à la falsification de signes monétaires sous forme de billets ayant cours légal à l'étranger ou dont l'émission est autorisée par une loi d'un Etat étranger ou en vertu d'une disposition y ayant force de loi, ou à la fabrication, à la contrefaçon ou à la falsification des composantes individuelles de ces signes monétaires sous forme de billets, soit les vrais poinçons, matrices, clichés, planches ou tous autres objets, instruments, programmes d'ordinateur ou procédés destinés à la fabrication de ces signes monétaires sous forme de billets ou à la fabrication des composantes individuelles de ces signes monétaires sous forme de billets.

La tentative de ces délits sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Les objets mentionnés ci-dessus seront confisqués, alors même que la propriété n'en appartient pas au condamné.

Art. 188. Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et pourront être condamnés à l'interdiction, conformément à l'article 24, ceux qui auront contrefait des timbres-poste ou autres timbres adhésifs nationaux ou étrangers, ou qui auront exposé en vente ou mis en circulation des timbres contrefaits.

La tentative de contrefaçon sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an.

- Voir C. pén., art. 51; 53; 213; 214.

Art. 189. Ceux qui, s'étant procuré des timbres-postes ou autres timbres adhésifs contrefaits, en auront fait usage, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois.

- Voir C. pén., art. 213; 214.

Art. 190. Seront punis d'une amende de 251 euros à 3.000 euros:

Ceux qui auront fait disparaître, soit d'un timbre-poste ou autre timbre adhésif soit d'un coupon pour le transport des personnes ou des choses, la marque indiquant qu'ils ont déjà servi;

Ceux qui auront fait usage d'un timbre ou d'un coupon dont on a fait disparaître cette marque.

- Voir C. pén., art. 213.

Art. 191. (L. 29 mars 1972) Quiconque aura, soit apposé, soit fait apposer par addition, retranchement ou par une altération quelconque, sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle de la fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros ou de l'une de ces peines seulement.

La même peine sera prononcée contre tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque, qui aura sciemment exposé en vente, importé ou mis en circulation des objets marqués de noms supposés ou altérés.

Disposition commune aux trois chapitres précédents.

Art. 192. (L. 13 janvier 2002) Les personnes coupables des infractions mentionnées aux articles 162, 163, 168, 169, 173 à 177, aux quatre derniers tirets de l'article 180, à l'article 185, aux quatre derniers tirets de l'article 186 et à l'article 187-1 seront exemptes de peines, si, avant toute émission de pièces de monnaie contrefaites ou altérées, de signes monétaires sous forme de billets contrefaits ou falsifiés ou de papiers contrefaits ou falsifiés, et avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs à l'autorité.

Art. 192-1. (L. 13 janvier 2002) Les articles 162, 163, 168, 169, 170, 173, 176, 177 et 178 s'appliquent également quand les infractions sont commises moyennant des pièces de monnaie ou des signes monétaires sous forme de billets fabriqués en utilisant les installations ou du matériel légaux, en violation des droits ou des conditions en vertu desquels les autorités compétentes autorisent l'émission des pièces de monnaie ou des signes monétaires sous forme de billets, et sans l'accord des autorités compétentes.

Art. 192-2. (L. 13 janvier 2002) Les articles 162, 168, 169, 170, 173, 176, 177, 178, 180, 185, 186, 187-1 et 192-1 s'appliquent également quand les infractions sont commises moyennant des pièces de monnaie ou des signes monétaires sous forme de billets, qui, bien que destinés à être mis en circulation, n'ont pas encore été émis et appartiennent à une monnaie ayant cours légal.

Chapitre IV.- Des faux commis en écritures et dans les dépêches télégraphiques.

Art. 193. Le faux commis en écritures ou dans des dépêches télégraphiques, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, sera puni conformément aux articles suivants.

- Voir *C. instr. crim.*, art. 448 ss.

1° Pour constituer l'intention frauduleuse en matière de faux il ne faut pas nécessairement que l'inculpé ait eu l'intention de se procurer un avantage illicite consistant en une somme d'argent ou à évaluer en argent, mais il suffit de l'intention de se procurer un avantage illicite quelconque. Cour 1er février 1913, P. 9, 123.

2° Le faux commis sur les registres de l'état civil, quoique n'étant qu'un moyen employé pour commettre le crime de suppression d'enfant, conserve son individualité propre et constitue une infraction distincte de la suppression d'enfant, avec laquelle il se trouve toutefois en concours idéal. Cour 11 novembre 1957, P. 17, 189.

3° En matière de faux en écritures privées les juges du fond déduisent souverainement l'intention frauduleuse des faits par eux constatés. Cass. 13 mars 1986, P. 26, 340.

4° Constituent des écrits tombant sous l'application des articles 193 et 196 du Code pénal les mémoires d'honoraires d'un médecin-dentiste qui ont pour objet de constater les prestations fournies par celui-ci et qui sont destinés à être présentés à une caisse de maladie en vue d'obtenir les remboursements statutaires. Cass. 13 mars 1986, P. 26, 340.

5° L'intention frauduleuse existe lorsque, par l'altération de la vérité dans un écrit, on cherche à obtenir un avantage ou un profit, de quelque nature qu'il soit, que l'on n'aurait pas obtenu si la vérité et la sincérité de l'écrit avaient été respectées. L'intention frauduleuse porte donc non sur la fin poursuivie, mais sur le moyen employé pour obtenir cette fin. Cour 9 janvier 1989, P. 27, 306.

6° Dans les actes sous seing privé, le faux ne peut être que matériel. Il consiste à fabriquer un acte tout entier ou à altérer matériellement un acte sincère. Lorsque les parties insèrent dans un acte sous seing privé une mention contraire à la vérité, elles ne commettent pas un faux. Il y a, en pareil cas, simulation.

Le faux intellectuel n'existe pas lorsqu'il s'agit d'actes sous seing privé, mais ne peut se rencontrer que dans les actes publics. Les fausses déclarations dans un acte privé constituent seulement une simulation. Cass. 24 juin 1993, P. 29, 220.

7° Le rapport d'un détective privé, destiné à être produit dans le cadre d'une instance judiciaire, constitue une écriture protégée au sens de l'article 196 du Code pénal. Le prévenu attestant dans son rapport comme certains des faits dont il ne peut être certain, ne les ayant pas constatés par lui-même, établit ainsi l'inexactitude de son rapport et sa nécessaire connaissance de cette inexactitude. Il a agi dans une intention frauduleuse, dès lors qu'il était au courant du litige judiciaire entre son client et la personne sur laquelle il a rapporté et de l'importance éventuelle des informations recueillies dans le cadre de ses recherches et qu'il relatait des faits inexacts pour servir des desseins d'ordre professionnel. L'infraction de faux est partant à retenir à charge de ce prévenu. Cour 7 mars 2007, P. 33, 521.

Section Ire.- Des faux en écritures authentiques et publiques, en écritures de commerce ou de banque et en écritures privées.

Art. 194. Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura commis un faux,

Soit par fausses signatures,

Soit par altération des actes, écritures ou signatures,

Soit par supposition de personnes,

Soit par des écritures faites ou intercalées sur des registres ou d'autres actes publics, depuis leur confection ou clôture,

Sera puni de la réclusion de dix à quinze ans.

- Voir *C. pén.*, art. 208; 211; 214; *C. instr. crim.*, art. 463; *N.C.P.C.*, art. 335; 336.

1° Pour constituer le crime de faux intellectuel en écritures publiques, il faut que le fonctionnaire ait frauduleusement altéré la vérité des faits qu'il est appelé à constater.

L'officier public ou le fonctionnaire qui, dans une copie qu'il délivre d'un acte original qu'il a dressé en vertu de ses fonctions, fait une insertion nouvelle ne se trouvant pas dans l'original, ne commet pas un faux en écritures publiques, si la délivrance de cette copie ne lui incombe pas en vertu de ses fonctions et s'il n'a pas qualité pour constater et certifier officiellement que la copie est conforme à l'original. Cour 16 juin 1877, P. 1, 313.

2° Il est irrelevante pour l'existence du crime de faux commis par fausses signatures, que la signature soit celle d'une personne existante ou qu'elle soit purement fictive. Cour 16 avril 1894, P. 4, 43.

3° Si l'inculpé d'un faux est un receveur communal, il importe peu que la commune en ordonnant et en percevant des taxes d'eau, n'ait agi que comme chef d'une entreprise privée, s'il résulte des faits de la cause que l'inculpé a agi en sa qualité de fonctionnaire public, respectivement comme personne chargée d'un service public; le fait mis à sa charge constitue alors un faux en écritures publiques. Cour 1^{er} février 1913, P. 9, 123.

4° On en saurait attribuer la qualité de fonctionnaire public à un comptable de l'Office des Séquestres, alors que cette qualité n'appartient en propre qu'aux personnes investies par délégation médiate ou immédiate de la loi, de l'exercice d'une portion de la puissance publique.

Il s'ensuit que l'article 194 du Code pénal ne peut être appliqué en cas de faux commis par un comptable de l'Office des Séquestres. Cour 24 juillet 1948, P. 14, 462.

5° La condition essentielle pour l'application de l'article 194 du Code pénal concernant le faux en écritures publiques est que le fonctionnaire ou officier public ait agi dans l'exercice de ses fonctions. Ne peut dès lors commettre un faux en écritures publiques le fonctionnaire qui n'agit pas dans la sphère de ses attributions.

Il en est ainsi du secrétaire communal qui pose l'acte incriminé en qualité de délégué du bourgmestre, mais en vertu d'une délégation des pouvoirs non valable. Cour 22 octobre 1958, P. 17, 371.

6° Le faux commis en écritures authentiques par fausse déclaration et fausse signature lors de la confection d'un acte d'obligation et de constitution de gage reste punissable, même s'il est soutenu qu'il y aurait responsabilité solidaire du faussaire et de celui dont la signature a été imitée, avec l'accord ou le consentement de ce dernier, alors que cette responsabilité solidaire éventuelle n'empêche nullement l'existence d'un préjudice possible dans le chef du cocontractant, lequel a été amené à traiter avec une personne autre que celle avec laquelle il croyait contracter et avec qui, le cas échéant, il n'aurait pas traité aux mêmes conditions. Cour 14 juin 1961, P. 18, 355.

Art. 195. Sera puni de la réclusion de dix à quinze ans, tout fonctionnaire ou officier public qui, en rédigeant des actes de son ministère, en aura dénaturé la substance ou les circonstances,

Soit en écrivant des conventions autres que celles qui auraient été tracées ou dictées par les parties,

Soit en constatant comme vrais des faits qui ne l'étaient pas.

- Voir C. pén., art. 138; 154; 202, al. 2 et 3; 208; 211; 214.

Art. 196. (L. 14 août 2000) Seront punies de réclusion de cinq à dix ans les autres personnes qui auront commis un faux en écritures authentiques et publiques, et toutes personnes qui auront commis un faux en écritures de commerce, de banque ou en écritures privées, en ce compris les actes sous seing privé électronique,

Soit par fausses signatures,

Soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures,

Soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans les actes,

Soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour objet de recevoir et de constater.

- Voir C. pén., art. 214.

1° Pour qu'un faux puisse être considéré comme ayant été commis en écriture de commerce, il faut que l'altération de la vérité ait lieu dans un écrit ayant en réalité ou paraissant faussement avoir un caractère commercial.

L'exploitation des mines n'est pas un commerce (article 32 de la loi du 21 avril 1810); dès lors les sociétés formées pour l'exploitation des mines, n'étant pas constituées dans un but commercial, ne peuvent avoir que le caractère de sociétés civiles.

Le caractère civil d'une pareille société étant constant, il s'ensuit que les registres tenus par le directeur général pour constater les différents éléments de sa gestion ne constituent pas des écritures de commerce; dès lors les altérations commises dans ces registres ne peuvent constituer le crime de faux en écriture de commerce.

Les altérations faites dans ces livres réunissent-elles les éléments requis pour constituer le faux en écriture privée? Cass. 10 août 1878, P. 1, 462 et note.

2° L'apposition, sur une lettre missive, d'une fausse signature, suffit à elle seule à la perpétration du faux, sans qu'il soit nécessaire que l'écrit contienne une convention ou une disposition.

Les termes d'écritures privées contenus dans l'article 196 du Code pénal, ne visent pas seulement les conventions ou dispositions sous seing privé, mais comprennent, dans leur généralité, tous les écrits qui sont de nature à produire un préjudice moral ou matériel.

Pour qu'une signature soit fausse, il n'est pas nécessaire que l'auteur ait imité la signature d'un tiers, mais il suffit qu'il ait fait passer comme sienne une signature étrangère. Cour 7 août 1897, P. 4, 410.

3° Le faux visé par l'article 196 du Code pénal suppose pour condition essentielle un écrit destiné à constater, c'est-à-dire à faire preuve par lui-même de la vérité des déclarations et des faits qui y sont énoncés; le registre de logement que les personnes

désignées à l'article 555 du Code pénal sont obligées de tenir, n'a pas ce caractère, les inscriptions y portées ne devant, sauf preuve contraire, valoir que comme renseignements et n'ayant nullement pour objet d'établir d'une manière irréfragable la sincérité des déclarations et des faits qu'elles relatent. Cass. 9 décembre 1910 et 3 février 1911, P. 8, 254.

4° Le prévenu qui, sans se trouver dans les conditions légales requises, mais pour faire croire à la régularité de l'acquisition et de la propriété, signe de son propre nom des chèques de voyage émis par une banque agréée, sans indication de nom, cependant au profit d'une personne déterminée qui y a droit suivant la législation sur le contrôle des changes, abuse du blanc-seing de la banque en substituant sa personne à celle du bénéficiaire déterminé et régulier de ces chèques.

Les signatures contrefaites et les signatures fausses constituent à elles seules la matérialité du faux en écritures, abstraction faite de la nature et de la qualité de l'écrit altéré.

L'altération de la vérité commise dans un écrit pour se procurer des devises en dehors des conditions légales constitue une violation de la législation sur le contrôle des changes, laquelle est d'ordre public, partant la lésion d'un intérêt public.

L'inscription dans les livres de banque de dépôts au nom de clients fictifs, dans le but de s'assurer des bénéfices illicites, constitue la fabrication de fausses conventions de dépôt par altération de faits que ces livres avaient pour objet de recevoir et de constater. Peu importe que la tenue de ces livres soit obligatoire du moment qu'ils sont susceptibles de faire preuve de la sincérité des faits y énoncés et partant de causer préjudice à des tiers.

La fabrication de fausses signatures dans l'intention de tromper les organes judiciaires peut causer préjudice en pouvant compromettre l'administration d'une exacte justice et constitue un faux en écritures par fausses signatures. Peu importe que ces signatures soient purement fictives. Trib. Luxembourg 16 novembre 1948, P. 14, 464.

5° Si le crime de faux visé par le paragraphe final de l'article 196 du Code pénal ne présuppose pas nécessairement un écrit destiné à faire preuve complète et absolue erga omnes, il faut toutefois que l'écrit soit susceptible dans une certaine mesure de faire preuve des faits y énoncés pour ou contre un tiers et qu'il puisse causer préjudice à un intérêt public ou privé.

Les énonciations du registre du bétail ne constituent pas un titre de droit ou d'obligation, mais sont dénuées de toute force probante et n'ont que la valeur de simples renseignements à fournir aux agents du contrôle. Dès lors, le fait d'insérer des mentions fausses dans le registre n'est pas constitutif du crime de faux. Cour 20 mai 1950, P. 15, 13.

6° Si le crime de faux en écritures suppose l'existence d'un préjudice réel ou possible, celui-ci ne doit cependant pas consister nécessairement dans une lésion directe ou potentielle d'intérêts privés. Il faut et il suffit qu'au moment où fut dressée la pièce altérée, celle-ci ait pu, par l'usage qui en serait fait, indépendamment de cet usage même, léser un intérêt privé ou public, même si ultérieurement le faux n'a, en réalité, pas causé de dommage (Arrêt d'appel).

L'exclusion de l'atteinte à la loi ou à l'ordre public des cas de préjudice, élément du faux, exclurait d'une juste répression des faux se répercutant dans l'économie nationale et sur le ravitaillement du pays (Arrêt d'appel).

Tombe sous l'application de la loi pénale comme pouvant causer un préjudice le faux qui est de nature à compromettre l'administration d'une exacte justice; vainement le prévenu soutiendrait-il que les altérations de la vérité n'étaient destinées qu'à cacher d'autres infractions et étaient partant justifiées par le droit naturel de se défendre (Arrêt d'appel).

Les inscriptions portées sur le livre d'entrée de marchandises ainsi que sur les livres et registres spéciaux dont la tenue est prescrite aux marchands de grains et aux meuniers industriels ne valent que comme des renseignements fournis aux agents des administrations intéressées. Il s'ensuit que les fausses inscriptions y portées ne constituent pas le crime de faux prévu par l'article 196 du Code pénal, alors que ce crime suppose pour condition essentielle un écrit ayant pour objet de constater la vérité des clauses, déclarations ou faits qui y sont énoncés, c'est-à-dire un écrit originairement destiné à en faire par lui-même preuve légale (Arrêt de cassation). Cour 31 mai 1952, P. 16, 53.

7° Toute l'économie du Code pénal démontre que celui-ci a pris autant de soin des intérêts collectifs que des intérêts particuliers.

Dès lors, il n'y a aucune raison de ne pas considérer comme faux l'altération de la vérité dans des écritures qui ne portent atteinte qu'à la société, en touchant à la fortune publique ou au patrimoine de l'Etat.

Il y a faux punissable non seulement quand l'altération cause un préjudice actuel, mais encore quand elle est simplement susceptible de produire un préjudice. Cass. 26 mai 1955, P. 16, 286.

8° La règle de la séparation des autorités administratives et judiciaires oblige les tribunaux répressifs à surseoir à statuer, lorsque la solution du procès pénal dépend d'une question relevant de la compétence exclusive des autorités ou des tribunaux administratifs.

Il en est ainsi en cas de poursuite du chef de faux, d'usage de faux et de simulation d'un accident de travail, lorsque la question du caractère réel ou simulé de l'accident a été soumise par le prévenu au tribunal administratif compétent. Cour 27 mai 1955, P. 16, 321.

9° L'article 21 de l'arrêté grand-ducal du 7 juin 1948 concernant l'exécution de la loi du 29 juillet 1912 sur la police sanitaire du bétail se borne à prescrire qu'avant l'usage le registre du bétail sera revêtu du sceau et de la signature du bourgmestre ou de son délégué qui certifiera à la première page le nombre exact de feuilles contenues dans le registre. Si les termes «avant l'usage» semblent indiquer que la date forme une partie intégrante de l'attestation, la mention de la date n'est toutefois pas prescrite en termes exprès par le législateur.

Toutes les dispositions étant en matière pénale de stricte interprétation, il faut admettre que, dans l'état actuel de la législation, aucune présomption de vérité n'est attachée à la date de l'attestation délivrée en exécution de l'article 21, alinéa 2, de l'arrêté du 7 juin 1948 et que partant une altération de la vérité dans cette date ne peut constituer un faux dans le sens de la disposition finale de l'article 196 du Code pénal. Cour 22 octobre 1958, P. 17, 371.

10° Constitue un faux punissable par fausse signature le faux destiné à procurer un avantage illicite, même si la fausse signature a été apposée avec la signature expresse ou tacite, en vertu d'une prétendue convention de prête-fort, de celui dont la signature a été imitée.

L'intention frauduleuse en matière de faux existe, lorsque le prévenu a agi dans le dessein de tourner la loi pour se procurer un avantage illicite, et plus spécialement l'avantage illicite d'ouvrir un débit de boissons alcooliques contrairement à une interdiction prononcée contre le prévenu en vertu de l'article 25 de la loi du 12 août 1927 sur le régime des cabarets.

Si le préjudice constitue l'un des éléments du faux punissable, ce préjudice peut résulter de la lésion d'un intérêt public. Cour 14 juin 1961, P. 18, 355.

11° Le Code pénal ne précise pas les procédés par lesquels peut s'opérer une addition constitutive de falsification d'un écrit; il suffit que le procédé employé ait pour résultat de dénaturer l'écrit.

La biffure d'une rubrique d'une formule de déclaration d'accident dans l'intention de faire croire à l'assureur qu'un autre que le véritable conducteur avait conduit le véhicule au moment de l'accident et d'assurer ainsi un dédommagement aux victimes constitue un faux en écritures privées. Cass. 16 mars 1978, P. 24, 41.

12° L'application de l'article 196 du Code pénal n'exige nullement que l'écrit argué de faux constitue un titre. Il suffit que cet écrit puisse, dans une mesure quelconque, faire preuve du fait qui y est constaté ou déclaré.

La déclaration du dommage à l'assureur est imposée à l'assuré par l'article 16 de la loi du 16 mai 1891 sur le contrat d'assurance qui le charge de constater le dommage. Cette déclaration est donc un acte qui a pour but d'annoncer et de constater le dommage subi et par conséquent la réalité du sinistre. Comme une présomption de sincérité peut être attachée à cette déclaration, celle-ci peut, dans une certaine mesure, faire preuve du fait déclaré ou constaté et constitue dès lors une écriture au sens de l'article 196 du Code pénal. Cass. 16 mars 1978, P. 24, 41.

13° En matière de faux en écritures privées les juges du fond déduisent souverainement l'intention frauduleuse des faits par eux constatés. Cass. 13 mars 1986, P. 26, 340.

14° Constituent des écrits tombant sous l'application des articles 193 et 196 du Code pénal les mémoires d'honoraires d'un médecin-dentiste qui ont pour objet de constater les prestations fournies par celui-ci et qui sont destinés à être présentés à une caisse de maladie en vue d'obtenir les remboursements statutaires. Cass. 13 mars 1986, P. 26, 340.

15° Dans les actes sous seing privé, le faux ne peut être que matériel. Il consiste à fabriquer un acte tout entier ou à altérer matériellement un acte sincère. Lorsque les parties insèrent dans un acte sous seing privé une mention contraire à la vérité, elles ne commettent pas un faux. Il y a, en pareil cas, simulation.

Le faux intellectuel n'existe pas lorsqu'il s'agit d'actes sous seing privé, mais ne peut se rencontrer que dans les actes publics. Les fausses déclarations dans un acte privé constituent seulement une simulation. Cass. 24 juin 1993, P. 29, 220.

16° L'infraction de faux en écritures suppose la réunion de quatre conditions: une écriture prévue par la loi pénale, une altération de la vérité, une intention frauduleuse ou un dessein de nuire et un préjudice ou une possibilité de préjudice.

L'intention frauduleuse se définit comme étant le dessein ou l'intention de se procurer ou de procurer à autrui un avantage illicite quelconque. Elle porte, non sur la fin poursuivie, mais sur le moyen employé pour obtenir cette fin. L'intention frauduleuse se restreint à la seule volonté d'introduire dans les relations juridiques un document que l'on sait inauthentique ou mensonger pour obtenir un avantage, même légitime en soi, que l'on n'aurait pas pu obtenir ou que l'on n'aurait obtenu que malaisément en respectant la vérité ou l'intégralité de l'écrit.

La condition tirée d'un préjudice ou d'une possibilité de préjudice est respectée si l'écrit peut induire en erreur les tiers auxquels il est présenté ou s'il est possible que les tiers, mis en présence de cet écrit, conformément leur attitude sur le contenu.

Ces conditions sont réunies par le cotitulaire d'un compte commun, en mésentente avec les autres cotitulaires, qui, en vue de récupérer l'argent y placé, confectionne une déclaration annulant la convention aux termes de laquelle les signatures de tous les titulaires du compte courant doivent figurer sur les ordres de virement, les employés de la banque auxquels la fausse déclaration est présentée étant à la fois induits en erreur et conduits à conformer leur attitude sur le contenu de la fausse déclaration en cause, en acceptant les ordres de virement portant la seule signature du prévenu. Lux. 22 avril 1999, 31, 82.

17° Est constitutive d'un faux en écriture par fausse signature, l'obtention par surprise d'une signature vraie.

Celui qui inscrit des montants exorbitants sur des chèques ne correspondant dans une large mesure à aucune contrepartie réelle commet une altération, non de l'écriture et de la forme matérielle des chèques, mais de leur substance respectivement des indications qu'ils étaient censés contenir.

Ainsi, les signatures même matériellement vraies apposées sur les chèques préétablis, ne peuvent ôter à ces écrits leur caractère de faux, dès lors qu'il est constaté que c'est frauduleusement que le prévenu les a fait apposer et qu'ils relatent une fausse expression, altérant la pensée du signataire de l'écrit dont la signature a été obtenue par surprise. Cour 11 janvier 2006, P. 33, 315.

18° Le rapport d'un détective privé, destiné à être produit dans le cadre d'une instance judiciaire, constitue une écriture protégée au sens de l'article 196 du Code pénal. Le prévenu attestant dans son rapport comme certains des faits dont il ne peut être certain, ne les ayant pas constatés par lui-même, établit ainsi l'inexactitude de son rapport et sa nécessaire connaissance de cette inexactitude. Il a agi dans une intention frauduleuse, dès lors qu'il était au courant du litige judiciaire entre son client et la personne sur laquelle il a rapporté et de l'importance éventuelle des informations recueillies dans le cadre de ses recherches et qu'il relatait des faits inexacts pour servir des desseins d'ordre professionnel. L'infraction de faux est partant à retenir à charge de ce prévenu. Cour 7 mars 2007, P. 33, 521.

Art. 197. (L. 14 août 2000) Dans tous les cas exprimés dans la présente section, celui qui aura fait usage du faux sera puni comme s'il était l'auteur du faux.

- Voir *C. pén.*, art. 213; 214.

1° La fabrication ou la falsification d'une pièce et l'usage de la pièce falsifiée, ne constituent qu'une seule et même infraction, si le fait d'usage émane de l'auteur de la falsification; il s'en suit que, dans ce cas, le délai de la prescription de l'action publique ne commence à courir qu'à partir du jour où le faussaire a fait usage de la pièce fabriquée ou falsifiée. Cass. 10 juillet 1891, P. 3, 199; Trib. Luxembourg 16 novembre 1948, P. 14, 464.

2° Le fait d'une personne de se faire remettre des objets mobiliers au moyen de la production d'un écrit falsifié ne constitue pas l'escroquerie mais l'usage du faux, lequel, lorsqu'il a été commis par le faussaire même, se confond avec le crime de faux. Cour 16 avril 1894, P. 4, 43.

3° L'auteur d'un faux qui fait usage de la pièce falsifiée et se procure ainsi l'objet en vue duquel il a commis le faux ne commet qu'une seule et même infraction; cela n'empêche pas cependant que, pour chacune des trois infractions de faux, d'usage de faux et d'escroquerie, prise isolément, le faussaire peut avoir des co-auteurs ou des complices, qui ne sont passibles que des peines prévues pour le fait auquel ils ont prêté leur concours. Cour 8 mai 1926, P. 11, 270.

4° Lorsque le faussaire fait lui-même usage du faux, cet usage ne forme que le dernier acte et la consommation de l'infraction de faux, il en suit que l'auteur du faux et de l'usage de faux ne commet qu'une seule infraction; l'ensemble des faits délictueux continués étant le résultat de la même intention criminelle.

Si, dès lors, l'un des actes matériels constitutifs de l'infraction, à savoir l'usage de faux, s'est réalisé au Luxembourg, le tribunal luxembourgeois dans l'arrondissement duquel le faussaire a fait usage du faux est territorialement compétent pour connaître du faux, alors même que les écritures critiquées de faux ont été fabriquées à l'étranger. Cour 6 juillet 1972, P. 22, 167.

5° En cas d'envoi par la voie postale l'usage de faux n'est consommé qu'à partir du moment où la pièce falsifiée est remise à son destinataire et non pas à partir de celui où elle est confiée à la poste en vue de sa transmission.

Est dès lors territorialement compétent pour connaître de l'usage de faux le tribunal correctionnel dans le ressort duquel la pièce falsifiée a été remise à son destinataire, alors même que les écritures critiquées de faux ont été postées dans un autre arrondissement judiciaire. Cass. 16 mars 1978, P. 24, 41.

6° L'infraction d'usage de faux requiert qu'il y ait possibilité de préjudice au moment où il est fait usage de la pièce falsifiée.

Le fait d'exhiber aux agents de la force publique une carte internationale d'assurance automobile dont la date d'expiration est falsifiée ne peut pas porter préjudice à l'intérêt public et ne constitue dès lors pas d'infraction d'usage de faux si, au moment de l'exhibition, la carte est apparemment périmée. Cour 12 juillet 1982, P. 25, 381.

Section II.- Des faux commis dans les passeports, permis de chasse ou de pêche, livrets, feuilles de route, certificats et attestations (L. 10 mai 1983).

Art. 198. (L. 11 janvier 1939) Quiconque aura fabriqué, contrefait, falsifié ou altéré un passeport, une demande de passeport, un certificat de nationalité, une carte d'identité, un livret ou tout autre papier de légitimation, un permis de chasse ou de pêche, un permis de conduire, un port d'arme, une autorisation de commerce, d'embauche ou tout autre permis, autorisation ou agrégation relevant de la compétence d'une autorité publique luxembourgeoise ou étrangère, ou aura fait usage d'une de ces pièces fabriquées, contrefaites, falsifiées ou altérées, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 251 euros à 12.500 euros ou d'une de ces peines seulement. (L. 27 octobre 2010)

- Voir C. pén., art. 213; 214.

Le faux dans les passeports, pour être punissable, doit porter sur les éléments que ces actes doivent contenir pour leur validité ou ceux qui les complètent en vertu des dispositions légales qui les régissent.

Ne constitue pas le délit de faux de passeport le fait d'avoir remplacé par des feuillets blancs les feuilles d'un passeport portant des inscriptions relatives à la délivrance d'un chèque de voyage, ces mentions étant étrangères à la substance du passeport. Trib. Luxembourg 9 février 1934, P. 14, 87.

Art. 199. (L. 11 janvier 1939) Quiconque dans un passeport, une demande de passeport, un certificat de nationalité, une carte d'identité, un livret ou tout autre papier de légitimation, un permis de chasse ou de pêche, un permis de conduire, un port d'arme, une autorisation de commerce, d'embauche ou tout autre permis, autorisation ou agrégation relevant de la compétence d'une autorité publique luxembourgeoise ou étrangère, aura pris un nom ou prénom supposés ou une fausse qualité ou un domicile supposé ou aura concouru comme témoin à faire délivrer ces pièces sous ces fausses mentions prévisées, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 euros à 12.500 euros ou d'une de ces peines seulement. (L. 27 octobre 2010)

La même peine sera applicable à tout individu qui aura fait usage d'une de ces pièces délivrées soit sous un nom soit sous un prénom, soit sous une qualité, soit sous un domicile autres que les siens.

- Voir C. pén., art. 198; 213; 214.

1° La licence de cabaretage est à considérer comme autorisation ou agrégation relevant d'une autorité publique luxembourgeoise à savoir l'Administration des contributions et accises.

Il s'ensuit que la prise de faux nom dans une demande en obtention d'une licence de cabaretage devant servir à l'exploitation illicite d'un débit de boissons est sanctionnée par l'article 199 du Code pénal et non par l'article 196 du même code

visant le faux en écritures privées, même si la demande est forcément munie d'une fausse signature. Cour 14 juin 1961, P. 18, 355.

2° Le passavant est un document émané de l'Administration des Contributions et Accises qui autorise une marchandise à circuler, c'est-à-dire à passer en avant ou plus avant. Le passavant constituant dès lors une autorisation relevant de la compétence d'une autorité publique luxembourgeoise, la prise de faux nom ou de fausse qualité dans un tel document est sanctionnée par l'article 199 du Code pénal et non par l'article 196 du même code. Cour 14 février 1969, P. 21, 160.

Art. 199bis. (L. 11 janvier 1939) Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 euros à 12.500 euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura acheté, vendu, acquis ou cédé même gratuitement un passeport, une demande de passeport, un certificat de nationalité, une carte d'identité ou tout autre papier de légitimation, un permis de chasse ou de pêche, un permis de conduire, un port d'arme, une autorisation de commerce, d'embauche ou tout autre permis, autorisation ou agrégation relevant de la compétence d'une autorité luxembourgeoise ou étrangère, peu importe que la pièce en question soit authentique ou fausse. (L. 27 octobre 2010)

Pour constituer le délit d'acquisition illicite d'une carte d'identité, il faut que l'acquéreur ait eu l'intention d'acquérir la pièce d'identité à titre onéreux ou gratuit, soit pour en devenir propriétaire, soit pour en faire un trafic ou un usage abusif ou frauduleux.

Ne commet pas le délit prévu par l'article 199bis du Code pénal le gérant d'un supermarché qui se fait remettre une carte d'identité provisoirement et temporairement, à titre précaire uniquement pour garantir le paiement du solde d'une transaction conclue et avec l'intention de la restituer à son titulaire, comme convenu, une fois le paiement effectué. Cour 24 juin 1977, P. 24, 17.

Art. 200. Sera puni d'un mois à trois ans d'emprisonnement, quiconque aura fabriqué, contrefait ou falsifié une feuille de route ou aura fait usage d'une feuille de route fabriquée, contrefaite ou falsifiée. (L. 27 octobre 2010)

- Voir C. pén., art. 213; 214.

Art. 201. Toute personne qui se sera fait délivrer par l'officier public une feuille de route sous un nom supposé ou en prenant une fausse qualité, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à trois ans. (L. 27 octobre 2010)

- Voir C. pén., art. 214.

Art. 202. L'officier public qui aura délivré un passeport, un permis de chasse ou de pêche, un livret, une feuille de route à une personne qu'il ne connaissait pas, sans avoir fait attester ses nom et qualité par deux citoyens à lui connus, sera puni d'une amende de 251 euros à 2.000 euros.

Si l'officier public était instruit de la supposition de nom ou de qualité, lorsqu'il a délivré ces pièces, il sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

Il sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, s'il a été mû par dons ou promesses.

Dans ces deux derniers cas, il pourra, en outre, être condamné à l'interdiction, conformément à l'article 24.

- Voir C. pén., art. 214; 247.

Art. 203. Sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an, toute personne qui, pour se rédimier ou affranchir un autre d'un service dû légalement, ou de toute autre obligation imposée par la loi, aura fabriqué un certificat de maladie ou d'infirmité, soit sous le nom d'un médecin, chirurgien ou autre officier de santé, soit sous un nom quelconque en y ajoutant faussement une de ces qualités.

- Voir C. pén., art. 207; 214.

Art. 204. Tout médecin, chirurgien ou autre officier de santé qui, pour favoriser quelqu'un, aura certifié faussement des maladies ou des infirmités propres à dispenser d'un service dû légalement ou de toute autre obligation imposée par la loi, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans.

S'il a été mû par dons ou promesses, il sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans; il pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'article 24.

- Voir C. pén., art. 207; 214.

Art. 205. Quiconque aura fabriqué, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, un certificat attestant la bonne conduite, l'indigence ou toute autre circonstance propre à appeler la bienveillance de l'autorité publique ou des particuliers sur la personne y désignée, ou à lui procurer places, crédit ou secours, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans. (L. 27 octobre 2010)

Si le certificat a été fabriqué sous le nom d'un particulier, le coupable sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans. (L. 27 octobre 2010)

- Voir C. pén., art. 207; 214.

Art. 206. Ceux qui auront fabriqué, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, des certificats de toute nature pouvant compromettre des intérêts publics ou privés, seront punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, et pourront, de plus, être condamnés à l'interdiction, conformément à l'article 24.

Si le certificat a été fabriqué sous le nom d'un particulier, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans. (L. 27 octobre 2010)

- Voir C. pén., art. 207; 214.

Le certificat fabriqué sous le nom d'un particulier, mais sous le nom de l'auteur du certificat même, quoiqu'énonçant des faits inexacts ne constitue pas de délit. Trib. Luxembourg 16 novembre 1948, P. 14, 464.

Art. 207. Celui qui aura falsifié un certificat, et celui qui se sera servi d'un certificat falsifié, faux ou fabriqué dans les circonstances énumérées aux articles 203, 204, 205 et 206, seront punis des peines portées par ces articles et selon les distinctions qu'ils établissent.

- Voir C. pén., art. 213; 214.

Art. 208. Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura délivré un faux certificat, falsifié un certificat, ou fait usage d'un certificat faux ou falsifié, sera puni de la réclusion de cinq à dix ans.

- Voir C. pén., art. 195; 213; 214.

Art. 209. Ceux qui auront concouru comme témoins à faire délivrer un faux certificat par une autorité publique seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois ans. (L. 27 octobre 2010)

La même peine sera appliquée à ceux qui auront fait usage du certificat ainsi obtenu.

Si les témoins se sont laissés corrompre par dons ou promesses, ils seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans et ils pourront être condamnés à l'interdiction, conformément à l'article 24.

- Voir C. pén., art. 213; 214.

Art. 209-1. (L. 10 mai 1983) Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans quiconque

1. aura établi une attestation faisant état de faits matériellement inexacts et destinée à être utilisée, soit devant une juridiction civile ou administrative pour établir des faits dont la preuve par témoins est admise, soit devant une juridiction répressive;

2. aura falsifié ou modifié d'une façon quelconque une telle attestation originellement sincère;

3. aura fait usage d'une telle attestation inexacte ou falsifiée.

Art. 210. Les logeurs et aubergistes qui auront sciemment inscrit sur leurs registres sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux ou qui auront falsifié leurs registres de toute autre manière seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois ans. (L. 27 octobre 2010)

Section III.- Des faux commis dans les dépêches télégraphiques.

Art. 211. Les fonctionnaires employés et préposés d'un service télégraphique qui auront commis un faux dans l'exercice de leurs fonctions en fabriquant ou falsifiant des dépêches télégraphiques seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans.

- Voir *C. pén.*, art. 194; 195; 214.

Art. 212. Celui qui aura fait usage de la dépêche fautive sera puni comme s'il était l'auteur du faux.

- Voir *C. pén.*, art. 213; 214.

Dispositions communes aux quatre chapitres précédents.

Art. 213. (L. 13 janvier 2002) L'application des peines portées contre ceux qui auront fait usage des pièces de monnaie, signes monétaires sous forme de billets, titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, autres que des signes monétaires sous forme de billets, sceaux, timbres, poinçons, marques, dépêches télégraphiques et écrits contrefaits, fabriqués, falsifiés ou altérés, n'aura lieu qu'autant que ces personnes auront fait usage de ces faux, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

L'infraction d'usage de faux requiert qu'il y ait possibilité de préjudice au moment où il est fait usage de la pièce falsifiée.

Le fait d'exhiber aux agents de la force publique une carte internationale d'assurance automobile dont la date d'expiration est falsifiée ne peut pas porter préjudice à l'intérêt public et ne constitue dès lors pas l'infraction d'usage de faux si, au moment de l'exhibition, la carte est apparemment périmée. Cour 12 juillet 1982, P. 25, 381.

Art. 214. (L. 13 janvier 2002) Dans les cas prévus aux quatre chapitres qui précèdent et pour lesquels aucune amende n'est spécialement portée, il sera prononcé une amende de 251 euros à 125.000 euros.

Chapitre V. - Du faux témoignage et du faux serment.

Art. 215. Le faux témoignage en matière criminelle, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni de la réclusion de cinq à dix ans.

- Voir *C. pén.*, art. 217; 224; 225; *C. instr. crim.*, art. 155.

Le faux témoignage est consommé dès qu'il n'est plus possible au témoin de rétracter utilement sa déposition; le moment précis où cesse pour lui cette faculté, est celui de sa mise en prévention du chef de ses déclarations mensongères, bien que les débats de l'affaire principale ne soient pas encore clos définitivement ou tenus en surséance par une décision formelle, la poursuite dirigée sans désespérer contre le témoin ayant virtuellement produit cette surséance. Cour 24 décembre 1898 et Cass. 10 février 1899, P. 5, 84.

Art. 216. Si l'accusé a été condamné à la peine de la réclusion de plus de dix ans, le faux témoin qui aura déposé contre lui subira la peine de la réclusion de dix à quinze ans.

- Voir *C. pén.*, art. 217, 224, 225.

Art. 217. Les peines portées par les deux articles précédents seront réduites d'un degré, d'après la gradation de l'article 52, lorsque des personnes appelées en justice pour donner de simples renseignements se sont rendues coupables de fausses déclarations, soit contre l'accusé, soit en sa faveur.

- Voir *C. pén.*, art. 222; 224; 225.

Art. 218. Le coupable de faux témoignage en matière correctionnelle, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans.

- Voir *C. pén.*, art. 222; 224.

1° Le faux témoignage en matière correctionnelle peut être poursuivi et puni, même avant la clôture des débats dans l'affaire principale, si celle-ci a été tenue en surséance par suite de ce faux témoignage. Cour 2 mars 1901, P. 7, 524.

2° Par cela seul qu'un témoin a juré de dire la vérité, il ne peut être dispensé par aucune considération personnelle du devoir sacré que le serment lui impose.

En conséquence se rend coupable du délit de faux témoignage le témoin qui n'altère la vérité que pour ne pas s'exposer à une poursuite judiciaire ou pour ne pas devoir avouer sa honte personnelle.

Pour qu'il y ait faux témoignage punissable, il faut l'existence ou du moins la possibilité d'un préjudice résultant de l'altération de la vérité. Pour apprécier l'existence ou la possibilité du préjudice pour l'une ou l'autre partie, il faut se placer au moment où la déposition du témoin est devenue irrévocable.

En conséquence, le délit de faux témoignage est consommé si, à ce moment, il y a préjudice causé ou possible bien que le faux témoin ait été reproché et que, dans la suite, le reproche ait été admis par le tribunal. Trib. Diekirch 8 novembre 1935 et Cour 30 mai 1936, P. 14, 49.

3° En cas de poursuite contre un témoin du chef de faux témoignage en matière correctionnelle, retenu comme délit d'audience, aucune disposition légale n'oblige les juges de surseoir à leur décision sur l'affaire principale. Cour 13 mai 1937, P. 14, 161.

Art. 219. Le coupable de faux témoignage en matière de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

- Voir *C. pén.*, art. 222; 224; 225.

Art. 220. (L. 10 mai 1983) Le faux témoignage en matière civile et administrative sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans.

- Voir *C. pén.*, art. 222; 224; 225; 226; *C. civ.*, art. 154.

1° Le faux témoignage existe en raison du préjudice possible au moment où il est émis, sans qu'il soit nécessaire qu'en fait la fausse déclaration ait, dans la suite, exercé une influence sur la décision du juge. Même la renonciation de la partie, postérieurement à l'enquête, de faire état de la fausse déposition, ne peut anéantir le caractère criminel du faux témoignage fait devant le juge-commissaire, alors que l'infraction est consommée dès l'instant où la déposition a été close et que le caractère délictueux d'un acte considéré par le Code pénal comme constituant une infraction contre la loi publique ne saurait dépendre de la partie adverse de faire ou de ne pas faire état de la déposition. Cour 26 juin 1972, P. 22, 216.

2° Les explications d'un témoin en matière civile sur les reproches dont il a été l'objet sont distinctes et indépendantes de sa déposition.

Par suite, les déclarations mensongères qu'il émet au cours de ces explications ne constituent pas un faux témoignage. Cour 31 mars 1976, P. 23, 370.

Art. 221. L'interprète et l'expert coupables de fausses déclarations, soit en matière criminelle, contre l'accusé ou en sa faveur, soit en matière correctionnelle ou de police, contre le prévenu ou en sa faveur, soit en matière civile, seront punis comme faux témoins, conformément aux articles 215, 216, 218, 219 et 220.

L'expert en matière criminelle qui aurait été entendu sans prestation de serment sera puni conformément à l'article 217.

- Voir *C. pén.*, art. 222; 224.

Art. 221bis. (L. 4 juillet 1967) Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans quiconque fait une fausse déclaration sous la foi du serment ou d'une promesse ou affirmation tenant lieu de serment devant une juridiction internationale, si la déclaration est faite sous cette forme en vertu d'un accord conclu par le Luxembourg.

La poursuite du chef de cette infraction ne pourra avoir lieu que sur dénonciation adressée à l'autorité luxembourgeoise par la juridiction internationale devant laquelle la fausse déclaration a été faite.

Art. 222. (L. 4 juillet 1967) Dans les cas prévus par les six articles précédents, le coupable pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'article 24.

Art. 223. Le coupable de subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes sera passible des mêmes peines que le faux témoin, selon les distinctions établies par les articles 215 à 222.

- Voir *C. pén.*, art. 224; 252.

La subornation de témoins constitue un délit distinct de celui de faux témoignage et peut être poursuivi et puni dans le Grand-Duché où les manoeuvres de subornation ont été commises, quoique le faux témoignage qui en était la suite, ait été prêté à l'étranger et n'ait pu être poursuivi devant les tribunaux indigènes. Cour 16 janvier 1937, P. 14, 163.

Art. 224. Le coupable de faux témoignage ou de fausse déclaration, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera condamné, de plus, à une amende de 500 euros à 30.000 euros.

La même peine sera appliquée au suborneur, sans préjudice des autres peines.

- Voir *C. pén.*, art. 223; 225.

Art. 225. Les dispositions précédentes relatives aux fausses déclarations ne sont pas applicables aux enfants âgés de moins de seize ans, ni aux personnes qui sont entendues sans prestation de serment, à raison de la parenté ou de l'alliance qui les unit aux accusés ou aux prévenus, lorsque ces déclarations ont été faites en faveur des accusés ou prévenus.

Art. 226. Celui à qui le serment aura été déféré ou référé en matière civile, et qui aura fait un faux serment, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros; il pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'article 24.

1° Le ministère public peut, en l'absence d'un titre, prouver par témoins la fausseté d'un serment litisdécisoire, prêté en matière civile, pour une valeur de plus de 150 francs. Cour 5 août 1882, P. 2, 141 et note.

2° La loi ne prescrivant ni la forme, ni la teneur du plumitif aux audiences du juge de paix, la preuve et l'accomplissement des formalités à observer lors de la prestation d'un serment peut être fait par toutes les voies de droit, témoins compris. Cass. 10 février 1899, P. 5, 97.

3° En cas de poursuite répressive du chef d'un faux serment prêté en matière civile, il appartient au juge du fond d'apprécier en fait, par l'examen des conventions, conclusions ou circonstances de la cause, si un serment prêté est décisoire. Cour 2 juin 1900, P. 5, 358.

4° L'article 226 atteint, par la généralité des termes qu'il emploie, tout serment faussement prêté en matière civile; il est donc irrelevant de rechercher si le serment prêté par le prévenu était décisoire ou supplétoire, s'il a été modifié par le juge, s'il a été prêté en présence ou en l'absence de l'adversaire du prévenu, ou encore si cet adversaire a ou n'a pas acquiescé au jugement qui l'a ordonné, pourvu que le serment prêté par le prévenu ait été de nature à causer préjudice et qu'il ait été prêté faussement; cette possibilité de préjudice suffit pour l'application de l'article 226 du Code pénal. Cour 21 juin 1902, P. 6, 451.

5° La preuve d'un fait purement matériel, même dans l'hypothèse où la valeur de l'objet litigieux est supérieure à 150 francs, peut, d'après les principes généralement admis en droit civil, être rapportée par témoins; la fausseté d'un serment déféré au sujet d'un tel fait peut donc également être établie par témoins, même dans le cas où l'on admet avec une certaine jurisprudence, que la fausseté d'un serment portant sur un litige supérieur à 150 francs ne puisse être prouvée par la voie testimoniale. Cour 1er juin 1907, P. 8, 45.

6° En principe l'existence des infractions peut être établie par tous moyens de preuve, et notamment par la preuve testimoniale.

Les articles 1341 et 1715 du Code civil ne règlent que les droits civils des parties et sont étrangers à la poursuite criminelle; ils n'y peuvent recevoir leur application que pour autant qu'il s'agirait de prouver ainsi, par la voie détournée de la poursuite pénale, une obligation civile dont la preuve directe serait prohibée devant le juge civil.

Tel ne saurait être le cas en matière de faux serment, le sort de la poursuite correctionnelle restant en tout cas sans influence sur le résultat, irrévocablement acquis de l'instance civile. Cour 10 mars 1911, P. 8, 230.

7° Si en matière civile ou commerciale une des parties défère à l'autre le serment litisdécisoire: «s'il n'est pas vrai que lors de la vente il a été convenu que le vendeur ne garantissait pas un vice déterminé», les termes «lors de la vente» ne comprennent pas seulement le moment mathématique de l'accord des parties, mais également un certain laps de temps précédant immédiatement ou suivant immédiatement ce moment. Cour 3 février 1912, P. 8, 479.

8° N'est pas litisdécisoire le serment déféré devant le juge de paix à l'adversaire par une femme mariée, agissant comme mandataire de son époux, mais n'étant pas munie à cet effet d'un pouvoir spécial.

En conséquence, toute possibilité de préjudice se trouvant exclue, celui qui prête le serment lui déféré dans ces conditions, sachant qu'il est contraire à la vérité, n'est pas punissable. Cour 20 novembre 1928, P. 11, 277.

9° En cas de poursuite répressive à raison d'un serment litisdécisoire faussement prêté, la preuve de la convention sur laquelle le serment a porté, peut être rapportée par toutes les voies, notamment par témoins. Cour 4 mai 1929, P. 11, 538.

10° Les règles édictées aux articles 1341 et 2044 du Code civil ne sauraient entraver l'action du ministère public dans la répression du faux serment litisdécisoire, dont la fausseté peut toujours être prouvée par témoins, conformément aux règles de la preuve en matière criminelle. Cour 25 janvier 1952, P. 15, 283.

11° Lorsque le libellé d'un serment litisdécisoire comprend un ensemble de faits qui forment un tout indivisible, la partie qui prête ce serment ne peut être condamnée pénalement que si la partie publique prouve que le prévenu a contesté à tort l'ensemble des faits et établit ainsi que chacun desdits faits correspond à la réalité.

Il s'ensuit que si pour un seul fait libellé dans la délation du serment cette preuve n'est pas rapportée dans l'instance pénale, la fausseté du serment prêté devant le juge civil sur l'ensemble des faits n'est pas démontrée. Cour 8 novembre 1957, P. 17, 187.

12° L'existence d'une infraction peut être établie par tous les moyens et notamment par la preuve testimoniale. Les dispositions légales régissant la preuve en manière civile ne peuvent recevoir, en matière pénale, leur application que pour autant qu'il s'agirait de prouver, par la voie détournée de la poursuite pénale, une obligation civile dont la preuve directe serait prohibée devant le juge civil. Tel ne saurait être le cas en matière de faux serment litisdécisoire, le sort de la poursuite correctionnelle restant en tout cas sans influence sur le résultat irrévocable acquis de l'instance civile. Cour 30 octobre 1961, P. 18, 394.

13° Lorsqu'en matière civile le serment litisdécisoire est prêté, la contestation sur les intérêts privés est irrévocablement résolue et la partie qui se prétend lésée par la prestation du serment est irrecevable à se porter partie civile dans la poursuite intentée par le ministère public à raison du faux serment pour y obtenir la réparation d'un préjudice, même moral. Cour 21 février 1983. P. 25, 436.

Chapitre VI. - De l'usurpation de fonctions, de titres ou de nom.

Art. 227. Quiconque se sera immiscé dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

- Voir *C. pén.*, art. 237ss; 261; 262; 437; 440; 441.

1° La notion de fonction publique, qui est protégée par l'article 227 du Code pénal, englobe celle de l'huissier de justice qui participe à l'exercice de la puissance publique, étant donné qu'il a la qualité d'officier ministériel. Cour 8 février 1988, P. 27, 226.

2° Se rend coupable de délit d'usurpation d'une fonction publique le prévenu qui se présente comme huissier de justice chargé de procéder au recouvrement de créances, alors qu'en agissant de la sorte il a sciemment cherché à créer une confusion pour tromper ses interlocuteurs et exercer sur eux une pression illicite afin d'obtenir plus facilement le paiement des sommes d'argent dues. Cour 8 février 1988, P. 27, 226.

Art. 228. Toute personne qui aura porté publiquement un costume, un uniforme, une décoration, un ruban ou autres insignes d'un ordre qui ne lui appartient pas, sera punie d'une amende de 500 euros à 10.000 euros.

(L. 14 novembre 1967) Sera puni de la même peine:

1) Quiconque, sans droit, aura publiquement porté un insigne créée ou reconnu par une loi ou un règlement;

2) Quiconque aura fait usage d'un mot, d'une expression ou d'un signe distinctif qui, contrairement à la réalité, indique ou fait croire que son activité ou celle d'une ou plusieurs autres personnes est instituée, patronnée ou reconnue, en tout ou en partie, par une autorité quelconque nationale ou étrangère, ou par une organisation entre Etats.

Le costume de ville du ministre d'un culte, soumis à une discipline intérieure dans laquelle l'Etat n'intervient pas, mais qu'il reconnaît est protégé par la loi au même titre que celui d'un fonctionnaire public soumis à pareille discipline.

Il n'est pas nécessaire que le costume usurpé soit identique à celui de la personne autorisée à le porter, mais il suffit qu'il y ait entre eux une ressemblance telle que la méprise soit possible.

Pour être punissable, le fait matériel du port du costume doit avoir été commis dans une pensée de fraude, c'est-à-dire avec l'intention de persuader l'existence de la qualité à laquelle il est attaché, sans cependant qu'il soit nécessaire que celui qui porte indûment un costume ait eu l'intention de s'immiscer dans les fonctions dont le costume est l'insigne. Trib. corr. Diekirch 21 décembre 1962, P. 19, 148.

Art. 229. Le Luxembourgeois qui aura publiquement porté la décoration, le ruban ou autres insignes d'un ordre étranger, avant d'en avoir obtenu l'autorisation du Grand-Duc, sera puni d'une amende de 500 euros à 5.000 euros.

Art. 230. Sera puni d'une amende de 500 euros à 10.000 euros quiconque se sera publiquement attribué des titres de noblesse qui ne lui appartiennent pas.

- Voir *C. pén.*, art. 231; *Const.*, art. 40.

Art. 231. Quiconque aura publiquement pris un nom qui ne lui appartient pas sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois, et d'une amende de 251 euros à 3.000 euros, ou d'une de ces peines seulement.

- Voir *C. pén.*, art. 199; 201; 496.

1° Le fait de déclarer au juge de paix, devant lequel on comparaît, d'autres noms que ceux sous lesquels on est inscrit dans les registres de l'état civil, constitue le délit de port de faux noms.

L'article 31 n'exige pas, pour constituer cette infraction, l'habitude ou la réitération du fait. Cour 22 novembre 1879, P. 1, 640.

2° Il n'y a pas de port public de faux noms dans le fait d'un inculpé de s'être attribué un faux nom sur l'interpellation d'une personne à laquelle il n'était pas obligé de décliner ses qualités. Cour 1er juillet 1893 et Cass. 8 décembre 1893, P. 3, 248.

3° Ne tombe pas sous l'application de l'article 231 le fait d'un délinquant de décliner de faux noms à un garde-champêtre verbalisant muni de ses insignes, lorsque ces noms ont été pris par hasard, et non en public, c'est-à-dire dans des circonstances desquelles il résulterait nécessairement que le coupable avait pour but de s'approprier les faux noms vis-à-vis de la généralité de ses concitoyens, ce qui, dans la plupart des cas, présuppose une répétition multiple du port de faux noms et pourrait avoir pour conséquence, notamment après un certain laps de temps, de rendre difficile l'identification du coupable. Cour 17 février 1894, P. 4, 73.

4° Le délit de port d'un faux nom ne se trouve pas établi lorsqu'il n'est pas constant que le prévenu ait, par l'usage commercial qu'il a fait de sa raison commerciale cherché à dissimuler dans la vie civile sa véritable identité; cette intention est le véritable critère de l'applicabilité de l'article 231 du Code pénal. Trib. Luxembourg 29 octobre 1913 et Cour 21 mars 1914, P. 9, 337.

5° Le mobile qui a déterminé une personne à prendre un faux nom est sans relevance pour l'existence du délit de port de faux nom, laquelle n'est subordonnée qu'à la seule condition que le port illicite de faux nom ait eu lieu publiquement. Cour 4 juin 1956, P. 16, 488.

Art. 232. Tout fonctionnaire, tout officier public qui, dans ses actes, attribuera aux personnes dénommées des noms ou des titres de noblesse qui ne leur appartiennent pas, sera puni, en cas de connivence, d'une amende de 500 euros à 10.000 euros.

Art. 232bis. (L. 23 juin 1972) Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui auront fait usage à des fins non autorisées des armoiries de la Maison grand-ducale, de celles de l'Etat et des communes, du drapeau national, du pavillon de la batellerie et de l'aviation, ainsi que de tous écussons, emblèmes et symboles utilisés par les autorités et par les établissements publics. Il y a usage non autorisé des armoiries et symboles visés notamment lorsqu'il est fait:

a) à des fins frauduleuses,

b) à des fins commerciales, industrielles, professionnelles ou publicitaires, sauf dans les cas prévus par les lois et règlements, ou autorisés par le Gouvernement.